

Enbata

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE

20 avril 2006

N° 1925

1,22 €

La réflexion d'ELA

Aberri Eguna

Helette

1ère table ronde

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Homo faber

LORS du bilan d'étape de la réalisation de la Convention Spécifique, la semaine passée, Alain Lamassoure s'inquiétait des perspectives au-delà de l'échéance de 2007. A l'entendre, l'Etat français en quasi-faillite ne sera plus en mesure de faire face à de nouveaux engagements financiers et ne s'engagera vraisemblablement pas dans la reconduction de la Convention. La région n'acceptera pas non plus de continuer si l'Etat se désengage.

L'intérêt de la Convention spécifique est indéniable. En premier lieu parce qu'elle est le fruit d'une réflexion collective de forces institutionnelles, associatives ou individuelles. Le Conseil de développement joue ce rôle intéressant de catalyseur d'idées, de définition et de priorisation de projets. La Convention a également permis de contraindre les divers échelons administratifs et politiques à s'entendre sur un engagement pluriannuel. L'apport des abertzale, dans leur rôle de force de propositions et d'aiguillon, a été primordial.

Lamassoure se félicitait du taux élevé de réalisation des projets retenus. Il ne faut pas non plus prêter à la Convention plus de vertus qu'elle n'en a. L'essentiel du financement est allé aux projets d'équipement et d'infrastructures qui n'ont rien de particulièrement spécifique. Beaucoup de ces chantiers, tel la consolidation des falaises de Biarritz, auraient de toute façon été menés, conventionnés ou pas. Les Béarnais n'ont ni Conseil de développement qui fonctionne, ni Convention spécifique. On ne sache pas pour autant que le niveau d'investissement public y ait baissé, comparé au passé ou au territoire basque.

La langue, la culture et même l'agriculture basques ont été, en dépit de certaines avancées, les parents pauvres de la Convention. Surtout au regard des sommes globales engagées. La Convention avait un objectif inavoué mais parfaitement lisible: désamorcer les revendications de reconnaissance institutionnelle pour Iparralde. L'habillage était certes judicieux. Qui ne se souvient des propos tenus par les responsables politiques lors de la signature du document: démarche innovante unique en France, construction exemplaire par le tour de table mobilisé et les sommes engagées, prise en compte des aspirations locales et autres belles envolées. Il s'agissait avant tout de démontrer que, dans la mise en œuvre de projets, ce qui importait ce n'était point le conte-

nant, à savoir une institution propre au Pays Basque Nord pour les piloter, mais le contenu.

De surcroît, à ceux qui s'inquiétaient de l'inscription de la Convention dans la durée, on rétorquait que ce qui avait été possible une fois serait assurément reconduit autant de fois que nécessaire. Le calcul des responsables politiques était clair: en 5 ans, les revendications de reconnaissance institutionnelle de notre territoire, confrontées aux refus successifs, finiraient bien par lasser l'opinion et décourager les activistes les plus enragés. Ce pari, au moins, est perdu. On persiste et signe: en l'occurrence, on ne veut pas être uniques en France, on veut être comme les autres et avoir un département bien à nous, aujourd'hui comme hier!

Car enfin, la fin programmée de la Convention démontre, une fois encore, combien un département propre à Iparralde est indispensable, si nous voulons être maîtres de notre destin culturel et économique. L'aveu de Lamassoure prouve, si besoin en était, que se reposer en permanence sur le bon vouloir de Paris, de Bordeaux et de Pau, ne peut qu'engendrer déboires et désillusions. Qui a le pouvoir politique, dûment sanctionné par le suffrage populaire, qui a la compétence en matière de collecte d'impôt et de choix d'investissement, a, seul, in fine, la légitimité pour définir et porter les politiques publiques.

Sans existence politique et administrative, le Pays Basque Nord aura tôt fait d'achever sa dilution dans un ensemble aquitain mou, sans densité ni identité. C'est sans doute là le pari de nos «grands» responsables politiques locaux. Il appartient aux abertzale que nous sommes de faire en sorte qu'il soit perdu. Le contexte nouveau ouvert par le cessez-le-feu en Hegoalde peut nous y aider.

Trouver 400.000 € pour boucler le budget 2006 de Laborantz Ganbara, collecter 46.000 signatures pour demander une consultation directe des citoyens sur le département Pays Basque sont deux défis gigantesques à relever en six mois. L'abertzale d'Iparralde a, depuis longtemps, prouvé sa capacité à dépasser la dénonciation ou l'incantation pour agir, y compris dans les espaces clos qui nous sont imposés. Homo faber par excellence, il saura, cette fois encore, avoir l'énergie nécessaire pour mobiliser, bien au-delà de la mouvance, de larges secteurs de la population pour la réussite de ces deux projets. Ce pari-là doit être gagné.

Inarrosaldi bat gaitza

BERTZERIK ezinean, bere biziaren irriskatzeraino joanez, entzuna izateko gelditzen zitzaion azken arma erabili du Jean Lassalle biarnes deputatuak, bere sor leku dorpe bezain ederrean, bizipide bat begiratzeko. Bidenabar, politikari lehentasuna berriz eman nahi ukan dio jendeen onax axola guti duen ekonomiaren lege idorren aurrean. Atsegin hartu dugu joan den astean, jakin dugularik 39 egun gose-greba egin ondoan, erdietsi zuela ezinezko zirudiena: hitzarmen bat zointan Toyo Aluminium lantegia engaiatzen baita Accous herrian gelditzerat, Lacq-eko industriagunerat joan gabe. Urruntze horrek, alabaina, berriz ere joko baitzuen, zuzen-zuzenean, mendi handien arteko Aspe harana, aspaldi huntan jendez husten ari dena: joan den mendeko 12.000 bizilagunetarik, 2.800 ingurutarat jaitsia baita!

Hitzarmen horrek botere publikoko gorenen babesa ere lortu du, harrigarria baita, zeren-eta gaurko mundu liberalean, lantegiak utzi behar (omen) baitira beren gisa nahi duten bezala ibiltzerat, langileen eta herrialdeen beharrak bigarren mailako kezka gelditzen direla... Jokamoldea harrigarriagoa zaigu oraino: deputatu bat gose-greban abantxu sei astez, gapelua buruan, Biltzar Nazionalean bertan, jauneria eta trufa anitzen erdian, serioski hartua izan arte bederen. Gure agurra hartze du gizon

horrek duda izpirik gabe. Eiki, departamendu hunek parlamentari mintzatzaille dohatuagoak igorri izan ditu Pariserat baina ez dute bihibatek nehoiz lortu hunek bezalako oihartzunik: eskaera denentzat ulergarria izanik (fede gaiztokoentzat izan ezik) eta kalipu izigarria eskatu baitio ere, borrokak hedadura hartzen eta luze joaki zen arau.

Jean Lassalle gazterik sartu zen politikan: Lourdios-Ichère-ko auzapez lehenik, gero Accous-eko kontseilari nagusi eta azkenik deputatu, Michel Inchauspe-ren segida hartuz, hautes-barruti berezi batean haatik, Euskal Herritik eta Biarnotik hartuz Pasqua Barne Ministro ohiak artifizialki muntatua euskal ahotsa hausteko gisan. Azpi-jokoak ukan du uztarra ustegabekoa bezain merezitua! Frantziako klase politikoari harroaldi bat gaitza eman dion gizon hau, «gure» deputatu gisa ohora dezakegu ekintza huntan. Ez dute ebatsia ostikoño hori Parisko urrierien erdian gradu, aitzinamendu, berriz hautetsia izateko gogo soil ez dabilzan askok! Euskaldunen borrokak sustatu duke, loerian dagoen baina maite duen bere Biarnoarentzat zerbaiten entseutzerat. Inarrosaldi berezi hunen erakaspenerik handiena dateke, ekonomiaren kudeantzan, politikoez, nahi badute zinez, zerbait egin dezaketela. Guk beti hala pentsatu dugu. Bertzela zertako

(Suite dernière page)



CETTE SEMAINE TARTARO s'est étonné



... que le patron de la plus puissante armée du monde, Donald Rumsfeld, soit contesté par six de ses généraux s'étant illustrés en Afghanistan et en Irak. «Nous avons violé les principes de la guerre à nos propres périls». «Dans une démocratie», ont dit les contestataires étoilés, «les officiers supérieurs ont une obligation de parler». A croire qu'en France il n'y a pas de démocratie puisque l'armée reste la grande muette...

... que la Donald Rumsfeld française, Michèle Alliot-Marie, se voie si peu à l'abri dans son ministère de la Défense où, sur simple dénonciation anonyme, les juges d'Instruction Jean-Marie D'Huy et Henri Pons ont perquisitionné son bureau et saisi ses agendas personnels. Le corbeau mouillait plusieurs ministres —dont Sarkozy— pour avoir, selon lui, trempé dans l'affaire financière Clearstream au Luxembourg. C'est très impoli de fouiller dans le sac des dames, comme dirait l'ancien Procureur de la République de Bayonne!

... de l'émergence d'une nouvelle force populaire aux Etats-Unis: les latinos. Le 10 avril ils se sont réunis par centaines de milliers à travers tout le pays —dont 200.000 sur la pelouse de la Maison Blanche à Washington— pour réclamer la régularisation des immigrés clandestins. Les latinos ont enfin interprété dans le bon sens la doctrine de Monroe «L'Amérique aux Américains».

... de lire dans l'interview de Gerry Adams, leader du Sinn Fein, dans «El Pais»: «La plus grande négociation, c'est toujours la négociation avec son propre camp». L'artisan du processus de paix en Irlande sait de quoi il parle. Autrement dit, sera-t-il plus difficile aux abertzales de s'asseoir à la même table que de parler avec Zapatero? Il y a quand même un léger mieux; il n'y a plus que les Aberri Eguna qui éclatent!

... que la foire au jambon ait remporté à Bayonne un énorme succès populaire pendant la Semaine sainte. Cela est d'autant plus étonnant que le Musée du Jambon de Bayonne n'est pas à Bayonne mais à Arzac (Béarn), au cœur de la zone IGP (Indication géographique de production), labellisé avec le Lauburu piraté à la culture basque par des voisins peu scrupuleux... Et pendant ce temps-là le député béarnais Lassalle faisait carême...

... de l'énorme embouteillage des vendredi 14 et samedi 15 avril sur l'autoroute et la route nationale, provoqué par la braderie pascale d'Hossegor dans la zone artisanale de Pédibert, haut lieu de la mode surf. 150 à 200.000 visiteurs, dont plus de la moitié d'«Espagnols». Messieurs les Espagnols, pour des fans du surf, vous feriez mieux de vous rendre à Hossegor par la mer! Là au moins, les bouchons flottent!

... que la présentatrice du journal télévisé du samedi 15 sur France 2, Françoise Laborde, évoquant le chemin de croix accompli la veille par le Pape au Colisée, ait déclaré: «il s'est rendu là où auraient été persécutés les premiers chrétiens»... oui... comme auraient été gazés les juifs à Auschwitz!



Le samouraï des Pyrénées

Jean Lassalle, député, vient de cesser une grève de la faim de 39 jours menée pour empêcher la délocalisation d'une usine de la vallée d'Aspe. Bilan...

On retiendra que c'est le Vendredi Saint que Jean Lassalle a mis fin à sa grève de la faim de 39 jours, à la suite de l'accord conclu entre Sarkozy, ministre de l'Aménagement du territoire et inévitable pompier du gouvernement français, et le groupe japonais Toyal, propriétaire de l'usine d'Accous.

On ne peut nier ni le courage ni l'obstination du député dans son bras de fer avec la multinationale. Après tout, seuls les hommes de forte conviction mettent ainsi leur santé et leur vie en péril pour atteindre les objectifs qu'ils pensent légitimes. Cette force de caractère est respectable. On ne lui chipotera pas non plus sa perspicacité politique: une grève de la faim menée en sa mairie de Lourdios n'aurait jamais eu la même couverture médiatique que son jeûne sur la banquette



Jean Lassalle

rouge du Palais Bourbon. Mais l'action de Lassalle appelle plusieurs observations. L'accord (voir ci-dessous les principales clauses) contraint Toyal à revenir sur sa décision d'implantation à Lacq. Il est probable que le prix de cette humiliation sera terrible. Primo, malgré l'accord signé, Toyal ne réalisera pas à Accous les investissements lourds prévus à Lacq. Et ce, pour au moins deux raisons: d'une part, le manque de terrains et l'enclavement, d'autre part les contraintes de la réglementation Seveso. Sans parler de la proximité du parc national!

Secundo, dans un an, dans deux ans ou dans cinq ans —les Asiatiques sont des gens patients— l'usine d'Accous fermera parce que Toyal aura investi dans un pays où, selon les termes de l'ambassadeur nippon à Paris

dès vendredi soir, on n'est pas contraint à «une négociation avec le couteau sous la gorge». Les responsables de Toyal Europe ont cédé parce que: «ils ne voulaient en aucun cas que le

raye le déclin économique de la vallée, la perte de ses habitants? Qu'a-t-il fait pour soutenir et promouvoir une agriculture de moyenne montagne viable et utile? A-t-on oublié qu'il a été le



nom de la société Toyal soit lié au décès d'un député français». Allez parler de confiance après ça!

Dans ce contexte, la circonspection des salariés de l'usine d'Accous, qui ne sont pas plus idiots que d'autres, face à l'action de Lassalle se comprend aisément. La seconde observation est la drôle de conception que l'UDF Jean Lassalle et le gouvernement UMP, Sarkozy en tête, ont de l'économie libérale dont ils nous rebattent les oreilles à longueur de temps. Chantres de la concurrence à tout va, prompts à fustiger l'ingérence des gouvernements de gauche dans la conduite des entreprises, qui entraverait le progrès et la bonne marche de l'économie, les voilà pris en flagrant délit d'interventionnisme avec, en prime, une espèce de chantage à «la bourse ou la vie».

Enfin, comme l'ont pointé certains élus, qu'a donc fait Lassalle toutes ces années de mandats d'élu local et national pour en-

plus ardent promoteur du tunnel du Somport et de la transformation de la vallée en couloir à camions? A-t-on oublié tout ce que Lassalle et ses amis ont dit et fait à l'encontre d'Eric Pétetin qui, lui aussi, faisait la grève de la faim pour ne pas voir la vallée saccagée et vidée de ses habitants et a été à maintes reprises embastillé pour cela?

Il est bien heureux que Jean Lassalle n'ait pas eu à se laisser mourir, qu'il ait même, en quelque sorte, ressuscité un vendredi saint, trois jours avant la date convenue, tout auréolé d'une «victoire magnifique» (dixit Bayrou) sur les forces du mal. Le sauveur d'emplois sera (peut-être) réélu député l'année prochaine. Ce qui se passera après en vallée d'Aspe reste à voir.

Bien entendu, on comprendrait la déception de celui que la presse japonaise a baptisé le «samouraï des Pyrénées» si, après tout ce tintouin, il était contraint de se faire hara-kiri. Politiquement, s'entend!

■ Termes de l'accord publiés dans l'édition électronique du quotidien *Le Monde* en date du 15 avril.

La société Toyal renonce à acheter des terrains à Lacq et réalisera à Accous les investissements prévus, dans la limite des terrains disponibles.

L'Etat, Toyal et les collectivités locales sont prêts à compenser financièrement le surcoût éventuel de l'implantation à Accous des investissements initiale-

ment prévus à Lacq.

L'Etat s'engage à fournir à Toyal les autorisations nécessaires dans un délai de six mois à compter de la remise du dossier d'investissements.

Le ministère de l'Intérieur s'engage (...) à aménager l'organisation des services d'incendie et de secours pour assurer la sécurisation requise. Les signataires prennent acte de l'arrêt de la vente du terrain de Lacq.

Aberri Eguna

La première table de négociation

Le cessez-le-feu d'ETA n'a en rien modifié l'ordonnancement habituel de l'Aberri Eguna. Chaque parti a organisé sa propre célébration, le PNV à Bilbao, Batasuna, sous couvert d'Udalbiltza, à Pampelune, EA à Gernika et AB à Helette, auquel avait appelé Aralar. Le temps des tables rondes, pour servir le dialogue annoncé, s'est ouvert à Helette. La consultation populaire, parachevant le processus de sortie de conflit, y a été souhaitée asymétrique tenant compte des situations institutionnelles différentes en Navarre, Euskadi et Iparralde. Les Verts entendent s'impliquer dans la conjoncture nouvelle.

Sur la place de Helette, place aux musiciens qui arrivent pour le meeting



CE n'est pas nouveau, mais on pouvait penser que le cessez-le-feu d'ETA ouvre une période de dialogue entre les diverses forces abertzale. Il n'en a rien été et l'Aberri Eguna 2006, dimanche dernier, fut à l'image des précédents: éclaté. Abertzaleen Batasuna avait choisi Helette pour cette célébration, dans la continuité de son objectif, depuis sa création, d'assurer à Iparralde un Aberri Eguna, les trois autres partis abertzale ayant maintenu de leur côté des rassemblements

en Hegoalde: Gernika, Bilbao et Pampelune.

AB a cependant débuté la journée sur le ton de l'ouverture en invitant à une table ronde —sur le thème «*La parole au peuple, comment décider?*»— toutes les tendances du monde abertzale. A l'exception de EA et de Batasuna, tout le monde était là: Eustakio Uranga (du syndicat ELA), Jakes Etcheverry (du syndicat LAB), Mikel Basabe (Aralar), Jose Iriarte dit Bikila (Zutik), Ramuntxo Camblong (PNV), Jean Lissar (Vert), Peio Etcheverry-Ainchart (AB). Andde Sainte-Marie assurait le rôle d'animateur du débat en présen-

ce du maire de Helette, Marie-Andrée Alberbide dans la salle de la mairie pleine à craquer par une bonne centaine d'auditeurs-questionneurs. Il a semblé qu'un consensus s'est dégagé, des différentes interventions, sur la nécessité d'adapter des «*tables*» de négociations différentes selon les réalités socio-politiques des trois territoires d'Euskal Herria, Navarre, Iparralde et Euskadi.

Le meeting qui a suivi, sur la place du village, a reflété ces paroles multiples mais assez proches. Les quelques centaines de personnes ont été ensuite se recueillir sur la stèle des deux mili-

Peio Etcheverry-Ainchart porte-parole d'AB

ENBATA: *Abertzaleen Batasuna a invité l'ensemble des organisations abertzale à participer à la table ronde de l'Aberri Eguna de Helette. En tant que porte-parole d'AB, êtes-vous satisfait?*

Peio Etcheverry-Ainchart: Nous sommes effectivement satisfaits car la plupart des organisations abertzale étaient présentes. Nous avions l'intention d'aller au-delà en invitant les organisations qui se reconnaissent dans le principe de l'application du droit à l'autodétermination du peuple basque. Par conséquent, il n'y avait pas uniquement des organisations abertzale mais aussi les Verts français qui étaient partie prenante en tant qu'observateurs à l'Accord Lizarra-Garazi. C'est donc une représentation assez large du panorama politique avec deux absences notables, celles de Batasuna et d'Eusko Alkartasuna. Cela est dommageable à l'heure où tout le monde s'accorde à dire que le dialogue et la négociation doivent se mettre en place pour trouver une résolution politique aux problèmes politiques que pose le Pays Basque. Le

bilan que nous en tirons est cependant très positif parce que tout de même se retrouvait un large panel représentatif, allant du PNV à LAB, en passant par Aralar, Zutik, ELA et les Verts.

Enb.: *Quelles sont les paroles qui ont été dites, et par qui?*

P. E.-A.: Il me semble que le grand enseignement que l'on peut retirer du débat c'est un accord sur le principe du référendum asymétrique. Nous l'avons ainsi formulé à AB, mais quelque que soit la manière, le terme qu'on utilise, la réalité reste la même: le Pays Basque pose un problème qu'il faut régler en donnant la parole au peuple, en exigeant que cette parole soit respectée, mais cela ne signifie pas la demander de la même manière, au même moment et sur la même question à tous les endroits du Pays Basque. Cela signifie que, pour la plupart des gens qui étaient présents autour de la table de Helette, il faudra qu'il y ait un référendum différencié sur la Communauté autonome d'Euskadi, sur la Communauté forale de Navarre et Iparralde quand il sera doté d'une reconnaissance institutionnelle. Cela signifie également lorsqu'on parle de table de négociation, de table des partis, qu'il faudra que soit reflétée cette diversité institutionnelle si on veut garantir que toutes les tendances politiques, y compris les non-abertzale, y soient présentes. Donc en Iparralde, une table des partis avec l'UMP, le PS, l'UDF... Cela aura pour conséquence un Pays Basque Nord doté d'une institution propre qui lui manque encore aujourd'hui.

La campagne ouverte de 46.000 signatures prend ainsi toute sa valeur. Elle respecte le principe de demander au peuple ce qu'il en pense par le biais d'une consultation populaire à partir d'où la parole sera donnée au peuple.



Marie-Andrée Arbelbide, maire de Helette

La question qui lui sera posée sera justement la mise en place d'une institution propre au Pays Basque Nord. C'est un préalable nécessaire.

Enb.: *Il est apparu que l'intervention du représentant d'Aralar, à la table ronde, a été extrêmement positive et concrète. L'Aberri Eguna de Helette lui-même a été marqué par une forte présence physique de nombreux militants d'Aralar, notamment sa députation. Cela a-t-il une signification?*

P. E.-A.: Ce qu'Aralar a voulu dire à Helette c'est d'abord qu'il existe une proximité idéologique forte entre Aralar et AB. Proximité également dans les relations entre les deux partis. Si on regarde aujourd'hui le panorama politique sur l'ensemble d'Euskal Herria, Aralar et AB occupent le même positionnement avec tout de même un certain nombre de différences notables dues aux réalités du terrain. Cette présence à Helette confirme cette proximité. Cependant Aralar et AB ne sont pas «*mariés*». L'Aberri Eguna n'était pas une organisation commune mais celui d'Abertzaleen Batasuna auquel Aralar avait tenu à appeler. Il ne

Pascal Mulet, membre de l'Association Alternatiba

Fin du pétrole pas cher !

Pascal a 23 ans, habite à Lekorne et est membre de l'association Alternatiba, créée il y a maintenant deux ans.

Alternatiba est née d'un constat : dénoncer le système et ses aberrations ne suffit pas ; il faut mettre en place des pratiques alternatives concrètes.

Ainsi, en 2003 le cola équitable Ehka a été créé et en 2005 la coopérative Alterka.

L'association travaille aujourd'hui sur un projet autour de la transformation des oléagineux (tournesol, colza...) dont l'Huile Végétale Pure, substitut au gazole, est un des sous produits.



(H)asteko hitza!

Munduan zehar Iranen eta Tchaden bezala, petrolio ekoizle diren eskualdeetako tentsio geopolitikoak direla medio, azkenaldi hauetan "urre beltzaren" prezioak goratu dira.

Alda honetan, petrolioaren kariotzeari buruz zombait gogoeta ez ohizko eta interesante eskaintzen dizkigu Alternatiba elkarteko kide den Pascal Mulet-ek.

Ohiz kanpoko ideia, gogoeta eta proiektuen aurkezteko xedea duenez Aldak, gomita luzatzen dizuegu ere, ostegunean, apirilaren 20an, gaueko 8:30tan, Fundazioaren egoitzan, Jose Elorrietak eginen duen hitzaldira. "ELA, erakunde atipiko bat europar" gaia aurkeztuko du.

OHARRAK eta AHOLKUAK:
ipar@mrafundazioa.org

Fin du pétrole pas cher... Ou fin du pétrole tout court ?

Ça dépend ce que l'on appelle "pas cher" : des millions de morts lors des guerres du pétrole, je ne sais combien de cancers à venir et le dérèglement pur et simple du climat de notre planète. C'est quand même cher payé.

Ceci dit, nous assistons effectivement à la fin du pétrole bon marché et à la fin du pétrole tout court. Apparemment, il en resterait pour 30 ou 40 ans. Les chiffres varient selon les époques, les chercheurs, et les techniques. En effet, le pétrole est devenu tellement rentable que des gisements jugés inexploitable il y a quelques années prennent aujourd'hui une valeur considérable. Toute nouvel-

le technique est la bienvenue pour récupérer la moindre goutte d'or noir, même si cela représente une catastrophe au niveau écologique (la récupération de pétrole à partir de sable asphaltique au Canada par exemple). De ce fait, moins il y a de pétrole, plus il y en a...

Ceci dit, on touche vraiment à la fin. Quant à la fin du pétrole bon marché, elle est plus dûe à la demande grandissante de certains pays émergents (principalement la Chine) qu'à l'épuisement des réserves.

Tu parles de dérèglement climatique ; quel rapport avec le pétrole ?

La combustion des sources d'énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz) provoque la création de gaz carbonique (CO₂), un des principaux gaz à effet de serre. Suite à 150 ans de tout fossile (environ 80% des sources d'énergie au niveau mondial), la concentration de CO₂ à augmenté de 31% depuis 1750 pour atteindre 370 ppm (parties par millions) en 2000; valeur jamais atteinte depuis 420 000 ans. En s'accumulant dans l'atmosphère,

le CO₂ et les autres gaz à effet de serre retiennent la chaleur émise par la Terre et provoquent le fameux réchauffement cli-

matique. Il est prévu une augmentation de 1,4 à 5,8°C d'ici 2100. Au programme ? Fonte des glaces, hausse du niveau des océans et exode pour quelques 118 millions de réfugiés climatiques; augmentations des événements climatiques extrêmes (tornades, sécheresses...); disparition de nombreux écosystèmes...

RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GAZ DE 80%

Afin de limiter au maximum les changements climatiques rigoureux, une réduction d'environ 80% des émissions de gaz à effet de serre s'impose d'ici à 2050 pour les pays industrialisés. Trois décennies de mise en garde n'ont pas suffi à changer nos habitudes ; heureusement que le pétrole bon marché est fini...

"Petrolioaren gerlak egindako milioika hilak, datozen minbiziak eta gure planetaren klimaren aldaketak... petrolioaren prezioari gehitu behar dira ere!"

Plus près de nous, quelles sont et seraient les conséquences sur nos routines quotidiennes de la fin du pétrole pas cher ? Transports (voitures, camions, avions, etc.), agriculture productiviste (utilisant des fertilisants azotés et le gazole), éclairage et chauffage, etc.

Il y a deux manières de voir la fin du pétrole bon marché et la fin du pétrole : la version catastrophiste et la version optimiste. Pour la première, c'est effondrement de l'économie et pénuries en tout genre. Personnellement, je vois plutôt ça d'un bon œil : d'une part, les énergies renouvelables seront enfin mises à l'ordre du

jour (ça commence, mais très doucement). Dans les années 1970, le choc pétrolier a poussé les secteurs de la recherche et de l'industrie à se pencher sur des systèmes de production d'énergie tels que l'éolien, le solaire... Les recherches ont vite été abandonnées lorsque le prix du baril est redescendu. Pareil pour l'économie : si aujourd'hui délocalisations et agriculture productiviste sont possibles, c'est "grâce" à un coût de transport dérisoire. Fin du pétrole bon marché veut dire : re-localisation des productions, diminution des transports inutiles et polluants (5000 km pour une laitue de son lieu de production à notre assiette, ça fait beaucoup), mise en valeur des transports en commun tels que le train... plutôt chouette non ?

Ce qui est incroyable, c'est de voir que des projets tels que

la 2 x 2 voies transnavarraise puissent encore être défendus aujourd'hui. Comment peut on encore parier sur le transport routier aujourd'hui ?

Y-a-t-il une alternative ou un plan B réaliste ou qui pourrait être prêt avant que les hypothèses les plus pessimistes ne se réalisent ?

Je n'espère pas ! Il y a 150 ans, l'humanité est rentrée dans "l'âge de pétrole" (après l'âge de pierre et l'âge de fer). Le pétrole était (et est encore) présenté comme LA solution, on a vu où cela nous a mené. Chercher une alternative ou LE plan B nous ferait retomber dans le même piège, et nous ferait faire les mêmes erreurs. Par exemple, les biocarburants sont présentés comme la solution future face à la pénurie de pétrole. Il faut savoir qu'il y a plus de 200 sortes de biocarburants, et que la plupart n'ont rien de "bio". Beaucoup

sont issus de transformations chimiques d'huiles végétales plus très naturelles et leur bilan énergétique est quasi nul. De plus, un projet comme celui qui se prépare à Lacq nécessitera d'énormes quantités de maïs : recourir à l'agriculture intensive (engrais et pesticides, quantités astronomiques d'eau, d'OGM...) ne fera que déplacer le problème. Au lieu de l'air, c'est la terre que nous polluons.

PAS UNE SOLUTION, MAIS DES SOLUTIONS

Il ne faut donc pas trouver une solution, mais des centaines de solutions : transports en commun, piles à combustible, carburants végétaux artisanaux (Huile Végétale Pure), vélo, énergies renouvelables, re-localisation des productions. Il faut savoir que l'on pourrait, en faisant quelques efforts, utiliser quatre fois moins d'énergie qu'aujourd'hui

tout en gardant notre niveau de vie. Avec la fin du pétrole, nous assistons à une grande mutation de notre société. A nous de prendre la bonne voie...

"1970ko hamarkadan, petrolioaren prezioak ezagutu duen igoera haundiak, ikerketa eta industriak bultzatu ditu aize eta eguzkia bezalako energia iturrien erabilpenaren lantzeraz. Tamalez, petrolioaren prezioa jaitsi delarik, ikerketak laster gelditu dira."

"Jakin behar da, borondate pixka batekin, gaur egungo bizi-maila atxikitzen ahal dela, orain erabiltzen den baino 4 aldiz guttiago energia erabiliz!"



Hiru, bi, bat, abia!

Joan den apirilaren 8an BATERA plataformak pario handi bat abiatu du. Kiskil pozik agertzen da, lehenik biziki gustukoa duelakoz parioen egitea eta horrez gain kirolari aditua delakoz! Beraz horrelako inizatiba batean parte hartzea dudarik ez du!!

46 000 izenpetze lortu behar direla Pireneo Atlantiko departamenduan. Zenbaitzuek diote ez dela errexia izanen. Ke ba! Bakoitzak zenbat pertsona ezagutzen ditu? Familian: aita-amak, anai-arrebak, aitatxi amatxi, otto ttantak, kusiak (lehen eta bigarren kusiak!). Jadanik kopuru ederra, suerte bat badugu, Euskal Herrian familia handikoak girela!! Lagun minak, eskolako lagunak, ha ahantzi gabe auzoak! Ikusten bakoitzak konta dezala zenbat dituen bere inguruan.

Ha ha! ikusten ditut irakurleak, irakurtzea utzirik kontatzen hasiak zireztela! Zenbat dituzue? Nik familian bederatzi, zazpi osaba eta izeba, lehen kusiak hogeita zortzi, hamar auzo. Lagunek ni bezala berenak atzeman behar. Paso horiekin! Ikusi 54 izenpetze sakelan dituztala, batere xerkatu gabe! Zuek zenbat? Ni bezainbat! Ikusi ez dela zaila?

Bon egia hor ditugunak, Ipar Euskal Herrikoak direla. Behar dugu Biarno eskualde horretara joan! Puñeta! Nik ez dut nehor ezagutzen! Ha ba! Bat edo beste ezagutzen ditut, justuki eskolako lagun batzuk aspaldi ez ikusiak, bestalde ez nituen batere kontatuak! Heiei telefonatuko diet esplikatzeko zer den helburua eta nork daki zenbat izenpedura bilduko duten. Are! Hemengo izenpedurak bildurik behar dut segidan deitu!

Ohartzen gira 46 000 izenpedura horien biltzea ez dela zaila izanen, bakoitzak bere inguruan dituen pertsonen zerrenda egin, BATERAK egin dituen estilo bat eta izenpetzeko kartak hartu eta familiakoei buruz joan, bi solas egiten direla... auzoekin aperitifa bat edanez beste batzuk bildu... Trumilka izenpetze Ezpeletako herrira etorriko dira!

Izenpetzen dut - izenpetzen duk/n - izenpetu du - ERABAKITZEN DUGU! eta IRABAZIKO DUGU!

Kiskil



Tribune Libre
Iritzia

Maintenant ou jamais !



Michel Bidegain ^(*)

La création de Laborantza Ganbara est une étape importante dans la route qui mène à la reconnaissance institutionnelle d'Iparralde. Dans le même temps, la démarche obéit à une nécessité absolue : préserver pour l'avenir une agriculture citoyenne, solidaire et durable, à la fois respectueuse de l'environnement et économiquement efficace.

AGRICULTURE RESPONSABLE

Le choix de maintenir une agriculture responsable, basée sur la prospérité de nombreuses exploitations familiales, afin d'assurer la vie de la campagne basque, ne va certes pas dans le sens de l'entreprise productiviste et concentrationnaire qui, en quatre décennies, a dépeuplé les contrées hexagonales. Tel est pourtant le pari courageux fait par les paysans basques et validé par les élections professionnelles.

"2006 urtearentzat, beharrezkoa da 400 000€ biltzea."

Dès lors, l'industrie agro-alimentaire, aussi puissante que polluée, les responsables politiques et administratifs qui en sont les serviteurs zélés, ne pouvaient qu'être dérangés par une vision qui se défie de la logique financière du toujours plus gros. Menaces et intimidations n'ont pas tardé : poursuites judiciaires engagées par le préfet à l'encontre des municipalités ayant voté une subvention, plainte contre EHLG pour l'utilisation de l'appellation, perquisition des locaux d'Ainiza, blocage des financements européens sur les dossiers éligibles, tout y est passé !

Mais Laborantza Ganbara est au travail. Ses huit techniciens assurent avec efficacité les services que le monde paysan attend : conseils juridiques pour la transmission familiale, l'installation, constitution des dossiers PAC ou AREA, stages de formations sur la fertilisation, la production, la commercialisation, travail sur la démarche collective et les cahiers de charges, pour ne citer que quelques chantiers menés. Trois autres techniciens seront embauchés en 2006 si les ressources nécessaires sont collectées.

Par son travail, Laborantza Ganbara met en lumière le total désengagement des instances agricoles "officielles" qui ont, depuis 30 ans, abandonné le terrain de la formation et du conseil aux techniciens des grands groupes agro-alimentaires.

SOUTIEN À LABORANTZA GANBARA

Le soutien à la démarche de Laborantza Ganbara s'amplifie : associations, entreprises et citoyens se mobilisent pour récolter des fonds. Laborantza Ganbararen Lagunak (amis de Laborantza Ganbara) travaille pour accompagner la démarche de Laborantza Ganbara. Son objectif prioritaire est de faire de Laborantza Ganbara l'affaire de tous, de mobiliser de larges secteurs de la société basque et de collecter l'argent nécessaire.

Nous en sommes à plus de 800 donateurs dont une bonne partie ont accepté le principe du virement mensuel. Nous devons atteindre très rapidement le 1 000ème. Une fête sera organisée pour célébrer ce chiffre symbolique sur la route d'une mobilisation que nous voulons exemplaire.

Pour 2006, il faut absolument recueillir 400 000 €. L'enjeu est de taille, mais notre détermination est immense. Car, au delà du monde agricole, c'est, en définitive, l'ensemble du Pays Basque et de son économie qui est concerné par le modèle de développement durable proposé.

"Zuetarik 1 500-ei, duela gutti, laguntza galde bat igorri dugu. Bakotxak, bere ahalen arabera, parte hartzea espero dugu! Ber maneran, zuen ezagutza sarean laguntzaile izan litezkenak mobilizatzea gomendatzen dizuegu!"

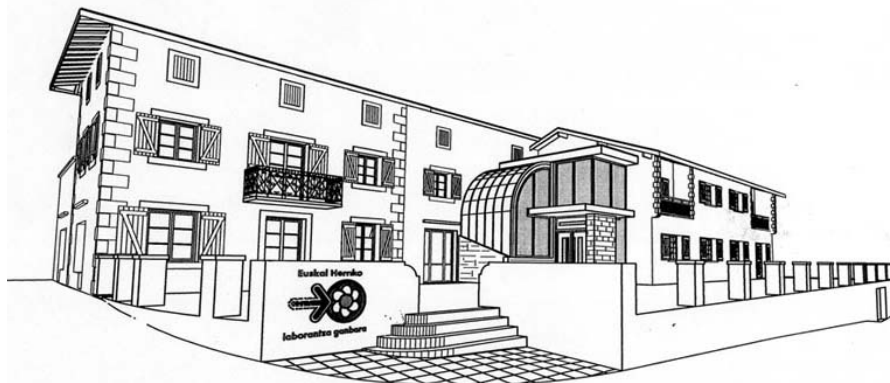
PÉRENNITÉ ET INDÉPENDANCE

Nous avons très récemment envoyé une lettre de sollicitation à plus de 1500 d'entre vous. Nous comptons sur chacune et chacun d'entre vous, en fonction de vos moyens. Mobilisez également les donateurs potentiels parmi vos connaissances. C'est la seule façon de garantir la pérennité et l'indépendance de Laborantza Ganbara. Ainsi nous construirons nous-mêmes ce qui nous est officiellement refusé.

L'année qui reste avant les prochaines élections professionnelles de 2007 est capitale pour la consolidation de la démarche initiée il y a 20 ans par ELB.

Pour Laborantza Ganbara c'est maintenant ou jamais.

^(*) Euskal Herriko Laborantza Ganbararen Lagunak



Euskal Herriko Laborantza Ganbara



Asteko Fitxa

Alda!



L'agenda de la Fondation Manu Robles-Arangiz

Il y a 4 ans, ... un certain 21 avril !

LE 21 avril 2002 le Front National passait pour la première fois de son histoire le cap du premier tour des élections présidentielles en France. Le parti de Jean-Marie Le Pen recueillait près de 4,8 millions de voix, soit 220 000 de plus que Lionel Jospin, candidat du Parti Socialiste.

Si on ajoute au score du FN les plus de 660 000 voix du second candidat de l'extrême droite, on peut estimer qu'environ 5,5 millions d'électeurs ont donné une chance à un programme d'extrême droite d'être mis en application.

Certains diront qu'il s'agissait de lancer un signal de détresse aux élites dirigeantes.

La Fiche Technique de cette semaine fait un survol du programme du FN disponible sur le site du parti. Sa lecture vous permettra de voir que lancer un signal de détresse en votant pour les propositions ci-dessous mentionnées correspond plus au fait de jouer avec le feu...

Thème de l'Identité

Famille : Allant donc contre le Bien commun de notre pays, les lois sur l'IVG seront abrogées. (...)La loi dispose, normalement, dans l'intérêt général. Elle n'a pas à légiférer au profit de lobbies organisés (moins de trente mille personnes dont un quart à Paris), prétendant imposer leurs comportements déviants en modèle social normatif. Le PACS (pacte civil de solidarité) sera donc abrogé.

Immigration : Contrôler les associations étrangères qui devront obtenir un agrément administratif préalable, précaire et révocable ; elles ne pourront bénéficier de subventions publiques. Toute propagande ou manifestation de partis politiques étrangers sur le territoire national sera interdite et les bénéficiaires de l'asile politique seront invités à s'abstenir de tout activisme..

Enseignement : Libérer l'école de l'idéologie. Dans le cadre de sa souveraineté, la France définira librement, hors des "conseils" de l'UNESCO, des déclarations de l'ONU ou de la commission de Bruxelles, sa politique d'enseignement. (...)L'enseignement doit redonner vie aux disciplines (littérature, histoire, géographie, arts plastiques, musique) qui, par l'accès aux incomparables acquis de la civilisation française et occidentale, élèvent l'esprit jusqu'à la perception des valeurs vraiment universelles. (...)L'enseignement de l'histoire privilégiera la connaissance de notre continuité nationale, en mettant l'accent sur les pages glorieuses de notre passé.

Thème de la Souveraineté

Europe : Sortir la France de l'Union européenne.

Thème de la Sécurité

Défense : Il est indispensable de reprendre et d'accélérer notre programme de simulation d'explosions nucléaires. Chacune de nos armées aura sa propre composante nucléaire. C'est la raison pour laquelle il faut maintenir en l'état le site du plateau d'Albion (menace du sud), les vecteurs aéroportés et les sous-marins lanceurs d'engins nucléaires (SNLE) qui demeurent, encore aujourd'hui, l'arme quasi-absolue de la dissuasion. S'il paraît nécessaire de garder les armes nucléaires anticités, comme le font d'ailleurs les autres puissances nucléaires (États-Unis ou Russie, par exemple), il est également nécessaire de développer des armes nucléaires miniaturisées, à effets collatéraux réduits ou non, susceptibles d'emploi antiforces. Plus précises et moins puissantes, les armes nucléaires deviennent alors aussi plus dissuasives : leur emploi restera néanmoins toujours soumis à décision du chef de l'État.

Thème de la Prospérité

Fiscalité : Suppression de l'impôt sur le revenu et de l'ISF (l'Impôt de Solidarité sur la Fortune).

Thème de la Fraternité

Emploi : Abrogation de la Loi Aubry. Les "35 heures", regression sociale au profit du mondialisme.

Sessions de formation au local de la Fondation : 20, rue des Cordeliers, dans le Petit Bayonne

☞ Jeudi 20 avril à 20h30 :

Conférence avec Jose Elorrieta, secrétaire général d'ELA, syndicat de classe et abertzale, majoritaire en Pays Basque sud (36% aux élections syndicales, 9200 délégués syndicaux, 106 000 adhérents)

Pour la première fois en Iparralde, une présentation complète d'ELA, une organisation abertzale de gauche indépendante de tous les partis politiques, aux positionnements combatifs et originaux.



Jose Elorrieta

♦ **ELA force abertzale :** son analyse de la situation politique actuelle en Pays Basque sud, sa vision du processus souverainiste, ses relations avec les autres forces abertzale, son positionnement par rapport à Iparralde

♦ **ELA alternative sociale :** son projet de société, un syndicalisme offensif, de contre-pouvoir, l'indépendance syndicale, ELA contre les néo-libéraux basques, ELA dans les forums sociaux mondiaux et européens

Système de casques audio avec traduction simultanée.

Alda!

Manu Robles-Arangiz
Institutua Fundazioa

20, Cordeliers karrika, 64100 – Baiona

Tel. + fax : +33 (0)5 59 59 33 23

E-Mail: ipar@mrafundazioa.org

www.mrafundazioa.org

Zuzendaria: Fernando Iraeta

Ipar Euskal Herriko arduraduna:

Txetx Etxeverry

Alda-ren koordinatzailea:

Xabier Harlouchet



na à Helette

ions a rassemblé presque toutes les organisations abertzale

tants martyrs d'Helette, Maddi Heguy et Popo Larre. Le violon solo, interprétant l'air de l'auresku, porta l'émotion à son comble prolongée par une sublime intervention de gaiteros. L'après-midi, au fronton couvert, 300 à 400 convives partagèrent le repas de l'amitié et du souvenir avec les preso. Cet Aberri Eguna d'Abertzaleen Batasuna a été marqué par une forte présence (une cinquantaine) de militants d'Aralar dont leur députée Aintzane Ecenaro. Visiblement les rapports privilégiés entre AB, exclusivement ancré au Nord, et Aralar, jeune parti implanté au Sud, ont pris tout leur sens à Helette.



Mairie de Helette: les participants à la table ronde sur la sortie du conflit

ls en pensent...

faut pas qu'il y ait d'autres interprétations sur le plan organique.

Enb.: Le PNV était également là avec des propos intéressants. Y a-t-il un bout de chemin à faire avec lui en Iparralde?

P. E-A.: Oui, il y a un bout de chemin à faire en Iparralde avec le PNV, comme il y a un bout de chemin à faire par exemple avec les Verts. Je donne autant de valeur à la présence, à cette table de discussion de Helette, des Verts qu'à celle du PNV. En Pays Basque Nord il y a d'abord des ponts à construire au sein de la gauche abertzale, construire des ponts avec les autres tendances du mouvement abertzale y compris le PNV. Cependant, même si l'on arrive à créer une alternative crédible abertzale en Iparralde, cette alternative pour l'instant ne constitue pas plus que 15% de l'électorat. Si l'on veut peser d'une manière plus importante au sein de la société d'Iparralde il faut arriver à convaincre le deuxième cercle autour du mouvement abertzale, les gens les plus proches de nous et parmi eux les Verts. On a des choses à faire avec le PNV mais aussi avec les Verts car le mouvement abertzale n'est pas un mouvement replié sur lui-même, mais ouvert sur tous les domaines qui concernent la vie des habitants. Démontrer ainsi que ces partenaires qui sont théoriquement des partis français opposés à la souveraineté du Pays Basque nous rejoignent par contre sur ce qui est le plus fondamental dans notre message politique, à savoir la parole doit être donnée au peuple sur l'ensemble du Pays Basque. Ainsi ils reconnaissent l'existence d'un peuple unique, au Nord et au Sud. C'est la grande nouveauté de ces dernières années et des premiers pas en commun déjà effectués.

Ramuntxo Camblong pour le PNV

ENBATA: Quels sont les motifs qui ont amené le PNV à participer à la table ronde organisée par Abertzaleen Batasuna ce jour à Helette?

Ramuntxo Camblong: J'ai rappelé à cette table ronde que personnellement j'avais des relations depuis longtemps avec AB au sein d'Angeluzain (Anglet). D'autre part j'ai vu des gens d'AB venir aux assemblées et manifestations d'Udalbiltza-Udalbide, mais plus spécialement aujourd'hui, en ce moment du cessez-le-feu, il faut ouvrir le dialogue. La principale raison est bien celle-là: commencer à parler entre nous et pourquoi ne pas le faire à cet Aberri Eguna pour continuer par la suite.

Enb.: Il a semblé qu'à cette table ronde se soit dégagé un consensus, Batasuna étant absent, pour admettre avancer à des rythmes différents dans les trois zones politico-administratives d'Euskal Herria. Quelle est la position du PNV sur Iparralde?

R. C.: Heureusement qu'est apparu ce consensus, car c'est le réalisme. Par rapport à Iparralde le PNV va s'impliquer avec les autres partis pour créer une table de discussions sur le futur de nos trois provinces. Dans un premier temps c'est évidemment la campagne qu'on mène pour les 46.000 signatures, mais par la suite espérons aller plus

loin. On aura aussi un appel des autres tables, notamment la table de la Communauté autonome, qui peut nous aider à avoir un lien entre Iparralde et Hegoalde. C'est écrit dans la feuille de route du PNV. Mais comment ça va se réaliser, je n'en sais rien.



Sur la plaque commémorative à Maddi et Popo

Jean Lissar pour les Verts

ENBATA: Au nom des Verts vous avez répondu à l'invitation d'Abertzaleen Batasuna à participer à cet Aberri Eguna d'Helette. Pour trois raisons essentielles, avez-vous dit tout à l'heure à la table ronde. Lesquelles?

Jean Lissar: La première c'est que nous vivons le temps un peu nouveau du fait de l'annonce par ETA du cessez-le-feu. Il y a manifestement une grande espérance. Peut-être une chance historique s'est ouverte. Nous pensons donc, à notre niveau, amener quelque chose à ce processus de paix, à une sortie politique sur l'ensemble du Pays Basque. Nous avons un rôle un peu particulier à jouer notamment par la présence d'un groupe

Vert au Parlement européen pouvant jouer un rôle d'intermédiation dans la résolution du conflit et la recherche de solutions politiques.

Deuxième raison: c'est la division étalée par les divers Aberri Eguna, qu'on voit aujourd'hui. En cette période de début de processus ce n'est pas une bonne chose à montrer. Or, quoi qu'en disent certains, AB c'est l'abertzalisme en Pays Basque Nord, cela ne peut pas être nié. Il nous semblait donc important d'être là.

Troisième raison: on a vu ces dernières années qu'Abertzaleen Batasuna était capable de prendre en compte la réalité de la société basque, notamment sur le fait qu'il fallait adopter des rythmes différents, des lieux différents entre Iparralde,

Hegoalde et la Navarre.

Enb.: Les Verts ont-ils l'intention de s'impliquer réellement dans le processus qui se met en place?

J. L.: Nous avons bien sûr l'intention de nous impliquer aussi bien localement en Iparralde mais aussi, là où nous avons des choses à amener, au plan européen. C'est une réflexion que nous menons depuis longtemps avec Gerard Onesta, vice-président du Parlement de Strasbourg, qui connaît bien le Pays Basque. Sur ce plan-là, nous avons un rôle à jouer. Et pourquoi pas aussi au niveau de l'Etat français et du parti Vert hexagonal? Mais nous pensons plus à l'aspect européen des choses pour sortir un peu du microcosme local.

PNV : lege zaharra



Bilbao: la jeunesse du PNV autour du Lehendakari et du Président J.J. Imaz

JUAN Jose Ibarretxe a créé un peu la surprise en déclarant dans son discours de l'Aberri Eguna à Bilbao que «l'unique Constitution que reconnaissent les Basques» était celle des «droits historiques» c'est-à-dire des Fueros ou Lege Zaharra dans la devise du parti. «La solution passe par l'actualisation des droits historiques —sans les limites de la Constitution— et la reconnaissance de l'autodétermination». Les envolées lyriques étaient ce jour-là à l'honneur et même Josu Jon Imaz, président du parti, n'a pas manqué de répliquer bille en tête à la récente déclaration d'un cacique du PSOE, Alfonso Guerra. Celui-ci venait de se réjouir à Barakaldo, devant les Jeunesses socialistes, que le Plan Ibarretxe se soit fait laminer par les Cortés.

Pour l'Aberri Eguna 2006, le PNV a donc mis en veilleuse sa sensibilité «pactiste» telle que vient de l'exprimer Josu Jon Imaz dans un quotidien catalan, La Vanguardia. «Mélanger l'autodétermination avec le processus de paix serait justifier la violence», affirmait-il après avoir précisé: «Nous recherchons un accord politique intégrateur qui regroupe les différentes sensibilités politiques et qui psychologiquement suppose une autolimitation pour la majorité nationaliste du pays». Le PNV jouera-t-il le même rôle que le CiU catalan qui signa un compromis à la baisse avec le PSOE sur le dos des indépendantistes d'ERC? Beaucoup redoutent ce scénario en Pays Basque, en particulier du côté du syndicat ELA qui demande aux abertzales de ficeler et développer une majorité souverainiste avant toute négociation.

EA : le choc des souverainetés



A Gernika, le bureau d'EA autour de leur leader Begoña Errazti

EUSKO Alkartasuna dirigé par Begoña Errazti a bien compris l'essentiel de l'échéance des prochains mois. Devant ses militants et sympathisants rassemblés à Gernika, elle a affirmé: «Nous sommes face au choc des souverainetés, on pourra le cacher d'une manière ou d'une autre, nous

sommes bien face à cela». EA n'acceptera pas une solution à la Catalane, avec un Estatut «convenablement raboté» par Madrid, le parlement espagnol «ne valant pas moins» que le parlement basque. «Il s'agit aujourd'hui de tourner la page de la violence pour ouvrir celle de la souveraineté».

Udalbiltza-Batasuna devant les mairies

LE gouverneur espagnol de la province de Navarre a interdit le rassemblement habituel de Batasuna à Iruñea. La formation politique a donc organisé, sous l'égide de l'association d'élus Udalbiltza, un Aberri Eguna éclaté devant les mairies à travers les sept provinces. Plusieurs milliers de personnes se sont en outre retrouvées sous le chapiteau Anaita-

suna à Pampelune pour un meeting présidé par l'ex-élu biscayen Loren Arcocha. Celui-ci a souligné «qu'il reste encore beaucoup à faire à un moment où l'on confond la pacification avec la paix véritable». La trêve «n'est pas le commencement de la fin, mais une bonne opportunité pour résoudre un conflit qui dure depuis des siècles».

Identifier la so

A la veille de
ELA (1) apporte sa co

L'ABERRI Eguna est, chaque année, l'occasion de mesurer où en est le processus national, de souligner les défis auxquels nous confrontent les nouvelles conjonctures et renouveler notre engagement, individuel et collectif, par rapport à la pleine liberté de notre peuple et à la construction nationale.

Le cessez-le-feu permanent déclaré par ETA constitue le jalon le plus significatif de la situation actuelle. ELA a applaudi cette décision que nous réclamions, comme beaucoup d'autres acteurs, depuis longtemps déjà, et l'a appréciée comme un apport précieux au processus national.

Des années de lutte armée et de politiques répressives indiscriminées, qui persistent encore, ont généré une dégradation de la convivialité, des valeurs et des droits, qu'il faut résoudre d'urgence. C'est pourquoi ELA exige qu'à la décision d'ETA répondent toutes les initiatives nécessaires (des gouvernements, institutions, pouvoirs divers et partis politiques...) pour réussir complètement le processus de démantèlement, pour garantir le respect de tous les droits de l'homme, notamment ceux des personnes incarcérées ainsi que le dédommagement des victimes, la fin de l'apartheid politique etc. Dans le même temps, ELA exprime sa volonté de continuer à soutenir le processus de paix. En particulier, ELA réitère son engagement à contribuer à la résolution de la situation des personnes incarcérées et exilées, un problème qui ne pourra être considéré comme définitivement résolu que lorsqu'elles pourront toutes retourner dans leurs foyers respectifs.

PRESO

■ **Vers l'extradition de six Basques.** Le suspense judiciaire de deux années concernant l'extradition de six Basques du Mexique vers l'Espagne risque de se terminer dramatiquement dans les jours qui viennent. Le ministre des Affaires étrangères mexicain, Luis Ernesto Derbez, a déclaré attendre le feu vert de la Cour suprême, après que celle-ci ait refusé aux extraditables l'«amparo», c'est-à-dire d'accéder à leur recours: Asier Arronategi, Axun Gorrotxategi, Jon Artola, Felix Garcia, Ernesto Alberdi et Joseba Urkijo de-

vu d'une perspective politique, nous avons signalé à plusieurs reprises que l'arrêt de la lutte armée pourrait aider à asseoir de nouvelles bases pour un processus souverainiste. C'est pour cela que nous croyons que le nouveau scénario créé par le cesse-le-feu permet de réaliser des pas vers sa concrétisation.

L'autodétermination est l'instrument de la résolution du conflit

En lien avec cela, soulignons ici que ces dernières années deux convictions, qui jouent en faveur d'un pari souverainiste, ont gagné du terrain dans la société basque. D'un côté, celle diagnostiquant que les cadres institutionnels actuels sont obsolètes. Par ailleurs, la certitude que le droit à l'autodétermination est l'instrument fondamental pour la résolution du conflit politique.

Le débat politique semble aujourd'hui se focaliser sur la constitution de la Table, ou des Tables, de dialogue pour la résolution du conflit politique. ELA appuie la nécessité du dialogue et d'un accord politique entre forces ayant des visions nationales différentes pour avancer vers la normalisation, la résolution du conflit armé. En revanche, nous considérons que le débat sur la souveraineté pourra difficilement se clarifier de manière satisfaisante au regard de l'actuel rapport de forces.

En effet, le pacte parrainé par le PP et le PSOE, qui soutient que la souveraineté réside dans le peuple espagnol, reste pleinement en vigueur. Le refus, probablement tactique, de Rodriguez Zapatero opposé à la constitution d'une telle Table de dialogue ne doit pas nous faire

vraient être extradés, selon le journal «La Jornada», vers la fin du mois d'avril.

Le PRD, Parti de la révolution démocratique, une des trois principales forces politiques du pays, a dénoncé «les multiples violations procédurales et constitutionnelles» de l'affaire, ajoutant qu'«avec l'extradition on les conduit presque sûrement à la torture». Le PRD lance un appel à la Cour suprême pour qu'elle se reprenne et «revienne à la fonction pour laquelle elle a été créée: l'application de la justice».

■ **Tirs croisés sur Otegi.** Le Président de la 3^{ème} Chambre de l'Audiencia nacional, Alfonso Guevara, a mis en délibéré le jugement concernant Arnaldo Otegi pour sa participation en 2003 à l'hommage rendu à Jose Miguel Beñaran «Argala». Les débats du 10 avril ont mis en évidence que le militant basque assassiné à Anglet, le 21 décembre 1978, n'avait à l'époque aucune poursuite judiciaire à son encontre

et que, par ailleurs, la loi de février 1978 avait accordé une amnistie totale à tous ceux qui avaient lutté contre le franquisme. Pour qu'Otegi soit passible d'«apologie du terrorisme», il faudrait donc qu'«Argala» soit d'abord considéré comme un criminel. Non seulement il ne l'est pas, mais il est par contre «victime du terrorisme», celui de l'Etat espagnol. Comme l'a dit fort justement l'avocate Jone Goirizelaia, «il semble fi-



Souveraineté à une société juste

de l'Aberri Eguna, le premier syndicat de salariés du Pays Basque
contribution au processus institutionnel ouvert par le cessez-le-feu d'ETA

perdre de vue le fait fondamental: son refus stratégique, partagé avec le PP, de la reconnaissance du droit à l'autodétermination. Il s'agit d'une position structurelle, irréductible, que le laminage que les Cortes espagnoles ont fait subir au Estatut de Catalogne a confirmé, s'il subsistait encore des doutes.

C'est pourquoi ELA croit que le débat stratégique doit se situer autour de la consultation, qui est un acte d'autodétermination. Une telle consultation doit être la référence du positionnement souverainiste dans la phase qui s'ouvre. Il ne s'agit évidemment pas d'une consultation de ratification de l'accord octroyé par l'Etat, mais bien de l'exercice du droit à décider des citoyens et citoyennes d'Euskal Herria, qui sont dépositaires «du dernier mot quant à la construction de leur avenir» (Déclaration de Lizarra-Garazi).

Nous devons rappeler ici une question qu'ELA considère en suspens: l'engagement du Parlement de Gasteiz à convoquer une consultation sur le nouveau statut politique, si celui-ci était rejeté par les Cortes espagnoles, comme cela est effectivement arrivé. ELA ne croit pas que cet engagement-là doive être abandonné ou défiguré. ELA croit au contraire qu'il faut rechercher l'élargissement des alliances politiques et sociales pour le rendre effectif dans les meilleures conditions.

Dans tous les cas, ELA pense que la consultation doit être un point de rencontre, et non une arme affûtée ou une matière à affrontement partisan. Cela exige d'ouvrir un processus de travail pour la préparer, se mettre d'accord sur le calendrier, les contenus, les champs

d'action, les procédures, pacter les axes fondamentaux du travail de socialisation; en définitive établir une feuille de route consensuelle. Ainsi, à l'instar des deux grandes forces politiques espagnoles qui blindent le système constitutionnel quelle que soit la conjoncture, le combat légitime relatif aux espaces poli-



Jose Elorrieta, leader d'ELA

tiques de chacun ne devrait pas, à notre sens, passer avant l'établissement d'un accord basique, d'un agenda commun aux forces souverainistes.

Retrouver une unité d'action avec LAB

La dynamique politique qui est développée en Iparralde autour des revendications émises par la plate-forme Batera (Laborantza Ganbara, référendum département Pays Basque, officialisation de l'euskara et université) constituée à nos yeux un exemple de l'attractivité populaire engendrée par l'établissement

de minimums communs. C'est là une tâche nécessaire sur l'ensemble d'Euskal Herria, revêtant une urgence spécifique en Navarre où le manque d'une stratégie commune facilite l'imposition de discours et de pratiques antidémocratiques et antibasques, dont témoigne fidèlement l'accord promu par l'UPN et la CDN ce 3 avril au Parlement de Navarre.

Nous sommes conscients du handicap que suppose le fait d'aborder cette phase sans un accord suffisant dans le monde syndical. Dans des moments bien difficiles, ELA et LAB ont pu suivre un parcours dans lequel la coïncidence des objectifs et la volonté de protéger le travail en commun ont prévalu sur les avatars et les divergences quotidiennes, ainsi que les tensions dues à la compétition qu'implique un système de pluralisme syndical. Aujourd'hui hélas, la situation est très différente.

A l'occasion de l'Aberri Eguna, ELA teint à exprimer sa conviction qu'il est primordial d'élargir l'unité d'action qu'elle partage avec ESK et STEE-EILAS. ELA croit nécessaire de retrouver l'unité d'action avec LAB en la dotant de bases solides. ELA pense qu'une telle unité d'action non seulement renforce chacune des organisations, mais qu'en plus elle dote la majorité syndicale d'un centrage et d'une puissance bien supérieurs à ceux de la somme de chacune des deux parties. C'est pourquoi ELA s'engage à rechercher un accord sur les lignes stratégiques d'une telle unité d'action pour la nouvelle phase et à reconstruire une praxis convergente qui comprenne la négociation collective, le modèle de société et la lutte pour la résolution dé-

mocratique du conflit basque, avec pour horizon une Euskal Herria souveraine. Cette praxis dessinerait (au-delà des différences idéologiques et des cultures organisationnelles) une majorité syndicale capable de remplir un rôle spécifique et autonome.

ELA comprend l'action syndicale «ordinaire», dans la revendication salariale et sociale, comme l'apport premier, spécifique et le plus générique à la construction nationale. (...) Pour cette raison, il est fondamental pour ELA que le travail en commun des forces souverainistes intègre la référence d'un modèle social solidaire.

Dans le même sens, ELA ne peut éviter d'attirer l'attention sur le risque que fait courir au processus souverainiste l'orientation néo-libérale et autoritariste des institutions régies par des forces abertzale: politique fiscale et budgétaire, refus des initiatives législatives populaires pour un modèle de société, attitude belligérante contre les travailleurs en grève par des mesures de type interventions policières, services minimums arbitraires, privatisation de services publics...

Pour toutes ces raisons, en cette journée qui se doit d'être revendicative, ELA veut renouveler son engagement national et encourage les travailleurs et travailleuses à adhérer à la construction d'une Euskal Herria souveraine, juste et solidaire.

(1) 106.000 adhérents.

10 avril 2006

Gora Euskal HerrikoLangileria!
Gora Euskal HerriaAskatua!
ELA

■ **Beaucoup d'élus pour le rapprochement.** Au cours de sa conférence de presse du 11 avril, l'Association d'entraide aux réfugiés Anai Artea a rendu publique la pétition des élus locaux en faveur d'un rapprochement des prés. Sur les 21 conseillers généraux du Pays Basque, 14 l'ont signée: Jérôme Aguerre (Bayonne-Est), Michel Arhancet (Tardets), Bernard Auroy (Ustaritz), Max Brisson (Biarritz-Ouest), Vincent Bru (Espelette), Jean-Louis Caset (Iholdy), Jean Castaings (Labastide-Clairence), Jean-Pierre Destrade (St

Pierre d'Irube), Jean-Michel Galant (Baigorri), Beñat Gimenez (Anglet-Sud), Beñat Inchauspe (Hasparren), Philippe Juzan (Saint Jean de Luz), Frantxo Maitia (St Jean Pied de Port), Jean-Pierre Mirande (Mauléon). Le député Daniel Poulou n'a pas répondu, Jean Lassalle était en grève de la faim, et Jean Grenet doit écrire aux ministres concernés. Quant aux deux conseillers généraux PS de Bayonne, Monique Larran-Lange et Christophe Martin, ils sont d'accord avec la pétition, mais pas avec l'appellation prisonniers «poli-

tiques» basques.

■ **Autre MAE en question.** Il ne s'est pas passé 24 heures avant que Xangarin Rekondo ne soit remis en liberté. Frappé par un Mandat d'arrêt européen (MAE), le jeune donostiar en fin de peine en France avait été remis le 5 avril aux autorités espagnoles. Il avait été condamné à Paris à quatre ans de prison pour «association de malfaiteurs», et c'est sur cette même base que les juges espagnols avaient fondé leur requête. Présenté le 6 avril au juge d'Instruction de l'Audiencia nacional, ce

dernier a constaté que Xangarin avait été condamné en France pour ce délit. D'où sa remise immédiate en liberté. On peut donc une nouvelle fois regretter que cette procédure du MAE n'autorise pas les premiers juges à examiner le bien-fondé de la demande. De retour vers deux heures du matin dans son quartier Añorga de Saint-Sébastien, Xangarin y a été reçu par une centaine d'amis. Il a eu droit à une remise de fleurs, un feu d'artifice, un aurreku. Puis il est allé retirer sa photo du panneau des preso du quartier.

■ **Beaucoup d'élus pour le rapprochement.** Au cours de sa conférence de presse du 11 avril, l'Association d'entraide aux réfugiés Anai Artea a rendu publique la pétition des élus locaux en faveur d'un rapprochement des prés. Sur les 21 conseillers généraux du Pays Basque, 14 l'ont signée: Jérôme Aguerre (Bayonne-Est), Michel Arhancet (Tardets), Bernard Auroy (Ustaritz), Max Brisson (Biarritz-Ouest), Vincent Bru (Espelette), Jean-Louis Caset (Iholdy), Jean Castaings (Labastide-Clairence), Jean-Pierre Destrade (St

rendu à une militante d'ETA, Olaia Kastresana tuée en 2001 dans une explosion accidentelle.

■ **Réapparition de bombes artisanales.** Vendredi 14 avril, en début d'après-midi, la police a désamorcé trois engins explosifs de type artisanal en trois points du Pays Basque côtier. Un correspondant anonyme avait alerté les pompiers, incitant «l'Etat français à s'impliquer dans le processus enga-

gé en Espagne», ajoutant, toujours en langue française, «le Pays Basque n'est pas à vendre». On découvrait alors dans des poubelles fixes du parking de l'aéroport de Parme, des environs de la Sous-Préfecture de Bayonne et de l'Office de tourisme de Cambo les trois mécanismes reliant des cartouches de camping-gaz à un réveil. Les spécialistes ont estimé que les engins, de très faible puissance,

étaient peu dangereux. Reste que l'enquête a été confiée une fois de plus aux services anti-terroristes de la DNAT. Et on rappelle que la dernière tentative de ce genre remonte à août 2005, lorsqu'un engin de même type avait été découvert près de l'Office de tourisme de Bayonne et que la revendication évoquait déjà «Le Pays Basque n'est pas à vendre», sous la signature étonnante d'Iparretarrak.



Torture en Espagne ?

QUELQUE temps après mon élection à Euskaltzaindia, un ami abertzale m'aborde en plaisantant: «Tiens, l'Académicien qui n'écrit plus!» Or, c'était l'époque où je produisais le plus, mais c'était en basque. Donc ça ne comptait pas, ou pis, ça n'existait pas. Beaucoup de Basques ignorent totalement la production écrite en euskara et n'ont aucune curiosité à son endroit, ne serait-ce que pour connaître quelques titres. Dommage pour eux, car l'essentiel au Pays Basque s'écrit dans cette langue, à l'abri de l'auto-censure. De ce fait il me paraît impossible de connaître notre histoire sans se mettre au courant de cette production.

Ce qui est vrai pour le passé l'est encore pour l'actualité. Par exemple sur la réalité ou non de la torture dans les affaires basques au Royaume d'Espagne, il se dit beaucoup d'arguments dans un sens ou dans l'autre, et ceux qui ont pu la subir ont rarement la possibilité de le prouver. Au contraire aujourd'hui, ceux qui ont l'audace de s'en plaindre se retrouvent en position d'accusés devant la justice espagnole.

Un témoignage direct est apporté en euskara par un médecin légiste de Saint-Sébastien, professeur à l'Université du Pays Basque, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire «Argia» du 26 mars 2006 (n°2033): témoignage saisissant, éclairant,

Jean-Louis Davant

convaincant. Pour en avoir le cœur net sur cette grave question, procurez-vous sans tarder l'hebdomadaire cité, sinon vous risquez de devoir attendre 50 ans, comme dans le cas de l'Algérie où la torture n'existait pas non plus, jusqu'à ce qu'elle soit avouée publiquement par les généraux Massu et Aussaresses... Je vous livre tout de même cette demande du Docteur F. E.: «Que l'on m'explique



«Le médecin légiste F. E. témoigne dans l'hebdomadaire "Argia" du 26 mars 2006»

pourquoi la torture n'est pas pire que la mort». Ce médecin légiste s'occupe aussi d'identifier les ossements des victimes de la répression franquiste que l'on déterre enfin un peu partout au-delà de la Bidassoa: à ce jour l'on a retrouvé les restes de 10% des milliers de civils qui furent fusillés au Pays Basque durant l'été 1936. Partant de là, je fais le lien avec le conflit basque actuel, et je rap-

pelle que le passage du franquisme à la démocratie s'est fait sans que l'on demande des comptes aux représentants de la dictature.

Aujourd'hui leurs héritiers du PP voudraient qu'il y ait des vainqueurs (eux-mêmes, une nouvelle fois) et des vaincus (la gauche basque). Retrouvons donc le sens des réalités et de leurs proportions: le franquisme a fait en gros 800.000 victimes; ETA, mille fois moins. Rappelons aussi qu'ETA n'a plus tué depuis mai 2003, mais que pendant ce temps plusieurs de ses membres présumés sont morts en prison, et que plusieurs parents de prisonniers ont perdu la vie par accidents de la route à l'occasion de visites à ceux-ci.

Par une décision lucide et courageuse, ETA ouvre une porte et lève un obstacle. Le prétexte de la violence ne pourra plus servir pour bloquer toute évolution dans le statut, en fait dans les trois statuts du Pays Basque, le troisième (le nôtre) étant d'ailleurs un non-statut.

La pendule a été mise à 0 heure. A partir de là, tout reste à faire et chacun doit bouger, y compris dans la République française. La campagne de signatures de Batera pour un référendum pour ou contre deux nouveaux départements (Béarn et Pays Basque) vient nous le rappeler opportunément. Et chacun doit prendre ses responsabilités sur ces deux territoires.

Sur votre agenda

Apirila:

✓ **De vendredi 21 à Dimanche 23, BIARRITZ.** «Fêtes musicales».

Vendredi 21, 21h, (Théâtre du Casino). Récital de Violon avec Feug Ning. **Samedi 22, 21h,** (Gare du mid)i, 30^{ème} anniversaire de l'Orchestre de Bayonne-Côte Basque. La neuvième symphonie de Beethoven, avec le Coro Andra-Mari. **Dimanche 23, 12h,** Lac Marion. Carnaval des animaux de Saint-Sens, au piano François-René Duchable, entrée libre.

✓ **Vendredi 21, 17h, BAYONNE.** (Eusko Ikaskuntza, 51 quai Amiral Jaureguiberry). Conférence de Piarres Charritton «Doktor Martin Azpilkueta».

✓ **Samedi 22, 21h, USTARITZ.** «Oskorri» eta «Kukubiltxo».

✓ **Samedi 22, 11h, BAYONNE.** (Place Lacarre puis aux Halles) Baionan Kantuz, 9^{ème} anniversaire.

✓ **Samedi 22, 21h, ISPOURE.** (Salle Faustin Bentaberry). Adaptation de la pièce «L'Autre».

✓ **Samedi 22 et dimanche 23,**

16h et 19h, ISTURITZ. Premier spectacle dans les grottes d'Otsozelaia. Musiciens: Géraldine Chemin, Mixel Etxekopar...

✓ **Dimanche 23, 16h, ST JEAN DE LUZ.** Concert d'orgues avec le Coro Easo.

✓ **Du lundi 24 au mercredi 26, BAIGORRI.** Semaine de l'orgue. Cours publics.

✓ **Mardi 25, BAYONNE** (Tribunal). Solidarité avec les membres de LEIA poursuivis par le maire de St-Palais pour inscriptions sur la route.

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Aberberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°1010 G 87190.

Sommaire

- Aberri Eguna à Helette 4 et 9
- Les Chroniques d'Alda! 5 à 8
- Identifier la souveraineté à une société juste 10 et 11

Inarrosaldi bat gaitza

☞ (Suite de l'Edito page 2)

da politika gure bizia baldintzatzen duen sailik garrantzitsuean ez badezake deus egin? Borroka hau goersten dugu beraz, deitoratzen dugularik, bistan dena, bizia irriskatu behar izana haran batean enpresa kokor baten atxikarazteko! Agian ez da hau izanen, Frantzian berean, jendez husten ari diren eskualdeen azken putarra...

Ezkerreko «ongi ikasi handien» arrangurek ez dute hutsegin: zer ari da gizon hori UDF alderdian, horren gaurko bidea kasik altermondialistena delarik? Zer egin du orain arte? Horiek ote dira moldeak politika egiteko? Hemen oroitarazi behar da UDFko deputatuetarik bakarria izan dela Jean Lassalle

Europako Konstituzioari eza eman diona. Alain Roussetek erran ditu naski hitzik ahulenak: holako ekintzak kanpoko enpresariak iziarazteko direla eta haien hunat etortzearen oztopatzaile izan daitezkeela... Hots, liberalismorik gordinena aldarrikatzen dutenen hitz berberak... Bekaizkeriaz ote, bertze askok bezala? Alderdiak leku handia dute politikan eta zuzen da; baina ez dute monopoliorik; pertsonak ere badute eta beti ukanen bertze hainbertze garrantzia. Bihoztunak ez dira ezkerrekoak bakarrik. Hain xuxen pertsonen eman diezaiokete politikari, alderdiak baino hobeki, hain beharrezkoa duen jendetasun mezu bat, hautetsien erantzukizunaz jabetzean.

23^{ème} Biltzar des écrivains

■ Lundi de Pâques, 23^{ème} Biltzar des écrivains à Sare. Un grand succès public à répondu à l'invitation de J-M. Garat. 120 écrivains, 17 maisons d'éditions, 35 associations.

